

travail (caporalisme des C.E.T.), mais aux formes d'apprentissage de la reproduction de la force de travail (loisirs téléguidés, activités « culturelles » factices). Le développement du capitalisme monopoliste ne laisse plus place à la cellule familiale et à son idéologie ; la bande d'adolescents se constitue par le contact d'un mythe de la société capitaliste difficilement perpétué (fonction contradictoire de l'utilisation « publicitaire » de l'érotisme) et par le refus de la détermination par la société capitaliste non seulement des normes de travail, mais de l'ensemble de la vie des individus qui en est l'annexe. Le phénomène limite, dans lequel le refus de travail doit préparer le futur chômeur au sentiment de culpabilité, horizon de tout jeune issu de couches prolétariennes, est un des pôles de tension du champ dans lequel le destin capitaliste de la jeunesse s'inscrit. L'autre étant constitué par l'apprentissage par les fils de la moyenne et petite bourgeoisie des fonctions de sur-consommation. Les deux pôles ne s'excluent pas, mais la disponibilité des jeunes à l'un trouve des arguments de justification à l'autre : l'effondrement de pans entiers de l'idéologie impérialiste oblige le système capitaliste à s'assurer le contrôle politique de la jeunesse. L'insistance mise par le gouvernement gaulliste sur la politique d'équipement socio-culturel du pays répond à ce besoin : encadrer la jeunesse dans toutes ses manifestations. De la plage où le C.R.S. se fait maître-nageur, à la salle de sport où le professeur détaché de l'enseignement supérieur et relevant directement du Ministère des Sports apprendra à l'enfant ou à l'adolescent à sublimer ses « instincts de révolte », au service militaire, dernier lieu à sonder les velléités de contestation des jeunes avant l'entreprise, le jeune, étudiant, travailleur, apprenti, fait l'apprentissage à travers la « vie culturelle » moderne d'une longue soumission à l'ordre bourgeois. La lutte contre cet embrigadement de la jeunesse est susceptible de donner des axes unificateurs fondamentaux à un mouvement de la jeunesse dirigée par la Ligue. Cette lutte est indissociable de la lutte à mener contre le redoublement de cet embrigadement par la social-démocratie et les municipalités communistes. L'importance que le P.C.F. accorde sur sa banlieue parisienne notamment aux fonctions de « divertissement » de la jeunesse est proportionnelle à la diminution des activités politiques des mouvements de jeunesse communistes. L'organisation de la jeunesse par la Ligue passe par la capacité des militants révolutionnaires à briser le double embrigadement dont la jeunesse se trouve victime.

C'est donc dans la perspective de l'élargissement de l'impact politique de la jeunesse scolarisée que nous devons penser notre intervention dans la jeunesse en général. Il n'est pas question de s'orienter vers une activité similaire à celle de la J.C. qui, en dépolitisant totalement son intervention, et en la ramenant à quelques « gadgets », parvient à mobiliser une frange importante de la jeunesse ; en cela, elle réussit mieux que le gouvernement la politique que celui-ci se propose de réaliser.

L'intervention dans un tel secteur est si vaste qu'elle demande à être commencée sur le terrain le plus favorable. Une intervention dans les colonies de vacances d'entreprise (ce qui nécessite de planifier les vacances des militants), et éventuellement dans les C.L.A.J. (dont on assiste, depuis mai, à une évolution de plus en plus marquée vers la lutte anti-capitaliste), doit, à la différence